

Bruxelles, le 21.4.2021
C(2021) 2615 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 21.4.2021

**modifiant le règlement délégué (UE) n° 231/2013 en ce qui concerne les risques en
matière de durabilité et les facteurs de durabilité à prendre en compte par les
gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le présent règlement s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste de la Commission en matière de développement durable. Il jette les bases d'un cadre de l'UE qui place les considérations de durabilité au cœur du système financier, pour contribuer à rendre l'économie européenne plus verte, plus résiliente et circulaire, conformément aux objectifs du **pacte vert pour l'Europe**¹.

À la suite de l'adoption de l'**accord de Paris de 2016 sur le changement climatique** et du **programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies**, la Commission a exprimé, dans sa communication intitulée «**Plan d'action: financer la croissance durable**»², l'intention de clarifier, dans la législation sectorielle, les «devoirs ou obligations fiduciaires» en vue d'y intégrer la durabilité. La communication sur le **pacte vert pour l'Europe** confirme la nécessité de signaux de long terme pour orienter les flux financiers et de capitaux vers des investissements verts et éviter les actifs irrécupérables. Le présent acte délégué contribuera à la réalisation de cet objectif spécifique.

Le règlement délégué (UE) n° 231/2013³ complète la directive 2011/61/UE⁴ en précisant, entre autres, les conditions d'exercice, notamment les règles relatives à la diligence requise ou à l'identification des types de conflits d'intérêts pertinents applicables aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après les «gestionnaires»).

Le présent règlement se fonde sur un rapport final sur l'avis technique de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)⁵. Cet avis technique conclut que des éclaircissements supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité et des facteurs de durabilité dans le règlement délégué (UE) n° 231/2013 et définit des dispositions spécifiques à cet égard.

Le présent règlement précise l'obligation, actuellement imposée aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, d'intégrer les risques en matière de durabilité. Cette clarification ne crée pas de hiérarchie entre les différents risques. Le présent règlement clarifie aussi certaines implications du **règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers**, notamment pour les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qui publient des informations concernant la prise en compte des incidences négatives sur la durabilité.

¹ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: Le pacte vert pour l'Europe [COM(2019) 640 final].

² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen et au Comité des régions «Plan d'action: financer la croissance durable» [COM(2018) 97 final].

³ Règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 complétant la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dérogations, les conditions générales d'exercice, les dépositaires, l'effet de levier, la transparence et la surveillance (JO L 83 du 22.3.2013, p. 1).

⁴ Directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010 (JO L 174 du 1.7.2011, p. 1).

⁵ *Final Report - ESMA's technical advice to the European Commission on integrating sustainability risks and factors in the UCITS Directive and AIFMD* (Rapport final – avis technique de l'AEMF adressé à la Commission européenne sur l'intégration des risques en matière de durabilité et des facteurs de durabilité dans la directive sur les OPCVM et la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs) (ESMA34-45-688).

Le présent règlement et d'autres actes délégués sectoriels qui adaptent des règles sur les devoirs ou obligations fiduciaires et l'évaluation de l'adéquation des produits financiers renforcent encore le règlement **sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers**⁶, le règlement sur les indices de référence «transition climatique» de l'Union, les indices de référence «accord de Paris» de l'Union et la publication d'informations en matière de durabilité pour les indices de référence⁷ et le règlement relatif à la taxinomie des activités durables de l'UE⁸. Ces règles intègrent les considérations de durabilité dans les processus d'investissement, de conseil et de publication d'informations, de manière cohérente d'un secteur à l'autre. Elles ancrent les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (durabilité) au cœur du système financier, afin de contribuer à transformer l'économie européenne en un système plus écologique, à faible intensité de carbone, plus résilient, économe en ressources et circulaire.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

Le 24 juillet 2018, la Commission a demandé à l'AEMF d'émettre un avis technique sur d'éventuelles modifications des actes délégués adoptés en vertu de la directive 2011/61/UE, en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité et des facteurs de durabilité.

L'AEMF a publié le 30 avril 2019 son rapport final sur l'avis technique adressé à la Commission. Cet avis prend en compte les opinions exprimées par les parties intéressées lors de la consultation publique qui s'est déroulée entre le 19 décembre 2018 et le 19 février 2019. Il inclut une analyse coûts/avantages. En outre, l'AEMF a procédé à une audition publique le 4 février 2019 afin de recueillir des informations supplémentaires. Son groupe des parties intéressées au secteur financier a également été consulté.

Le 22 novembre 2019, les services de la Commission ont lancé la consultation des États membres; le groupe d'experts du Comité européen des valeurs mobilières a dûment été consulté.

Conformément aux principes d'amélioration de la réglementation, un projet de proposition a été publié pour consultation du 8 juin 2020 au 6 juillet 2020. Après un examen attentif des commentaires reçus, de nouvelles modifications ont été apportées au texte de l'exposé des motifs.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

La base juridique du présent règlement est constituée de l'article 12, paragraphe 3, de l'article 14, paragraphe 4, de l'article 15, paragraphe 5, et de l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2011/61/UE.

Le présent règlement prévoit les modifications suivantes du règlement délégué (UE) n° 231/2013:

⁶ Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).

⁷ Règlement (UE) 2019/2089 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne les indices de référence «transition climatique» de l'Union, les indices de référence «accord de Paris» de l'Union et la publication d'informations en matière de durabilité pour les indices de référence (JO L 317 du 9.12.2019, p. 17).

⁸ Règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables (non encore publié).

L'article 1^{er}, paragraphe 1, ajoute une définition des «risques en matière de durabilité» qui renvoie à celle figurant à l'article 2, point 22), du règlement (UE) 2019/2088⁹.

L'article 1^{er}, paragraphe 2, intègre la prise en compte des risques en matière de durabilité, en termes qualitatifs ou quantitatifs, dans l'obligation de diligence prévue à l'article 18 du règlement délégué (UE) n° 231/2013. Lorsque des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs prennent en compte les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, ils doivent aussi en tenir dûment compte dans le cadre de leur obligation de diligence.

L'article 1^{er}, paragraphe 3, modifie l'article 22 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 afin d'imposer aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs de conserver les ressources et l'expertise nécessaires pour l'intégration effective des risques en matière de durabilité.

L'article 1^{er}, paragraphe 4, dispose que la détection des conflits d'intérêts doit également inclure les conflits d'intérêts qui peuvent découler de l'intégration des risques en matière de durabilité.

L'article 1^{er}, paragraphe 5, précise que la politique de gestion des risques visée à l'article 40 du règlement délégué (UE) n° 231/2013 doit également tenir compte des expositions des fonds d'investissement alternatifs aux risques en matière de durabilité.

L'article 1^{er}, paragraphe 6, intègre, dans les exigences générales énoncées à l'article 57, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 231/2013, l'obligation, pour les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, de prendre en compte les risques en matière de durabilité.

L'article 1^{er}, paragraphe 7, assigne aux instances dirigeantes du gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs la responsabilité de l'intégration des risques en matière de durabilité.

⁹ Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 21.4.2021

modifiant le règlement délégué (UE) n° 231/2013 en ce qui concerne les risques en matière de durabilité et les facteurs de durabilité à prendre en compte par les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010¹⁰, et notamment son article 12, paragraphe 3, son article 14, paragraphe 4, son article 15, paragraphe 5, et son article 18, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le passage à une économie à faible intensité de carbone, plus durable, économe en ressources et circulaire, conformément aux objectifs de développement durable (ODD), est essentiel pour garantir la compétitivité à long terme de l'économie de l'Union. En 2016, l'Union a conclu l'accord de Paris sur le climat¹¹. L'article 2, paragraphe 1, point c), de l'accord de Paris sur le climat fixe l'objectif de renforcer la riposte à la menace des changements climatiques, notamment en rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.
- (2) C'est pour relever ce défi que la Commission a présenté, en décembre 2019, le pacte vert pour l'Europe¹². Ce pacte vert est une nouvelle stratégie de croissance qui vise à transformer l'Union en une société juste et prospère, dotée d'une économie moderne, économe en ressources et compétitive, dont les émissions nettes de gaz à effet de serre seront nulles à partir de 2050 et dans laquelle la croissance économique est découplée de l'utilisation des ressources. Cet objectif impose d'adresser aux investisseurs des signaux clairs en ce qui concerne leurs investissements, afin d'éviter les actifs irrécupérables et de promouvoir la finance durable.
- (3) En mars 2018, la Commission a publié son plan d'action intitulé «Financer la croissance durable»¹³, qui propose une stratégie globale ambitieuse en matière de finance durable. L'un des objectifs annoncés dans ce plan d'action est de réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables, en vue de parvenir à une croissance durable et inclusive. L'analyse d'impact qui sous-tend les initiatives législatives

¹⁰ JO L 174 du 1.7.2011, p. 1.

¹¹ Décision (UE) 2016/1841 du Conseil du 5 octobre 2016 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord de Paris adopté au titre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (JO L 282 du 19.10.2016, p. 4).

¹² COM(2019) 640 final.

¹³ COM(2018) 97 final.

publiées en mai 2018¹⁴ a démontré la nécessité de clarifier le fait que les facteurs de durabilité devraient être pris en compte par les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après les «gestionnaires») dans le cadre de leurs obligations envers les investisseurs. Les gestionnaires devraient donc évaluer en permanence non seulement tous les risques financiers pertinents, mais aussi tous les risques pertinents en matière de durabilité visés dans le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil¹⁵ qui, lorsqu'ils surviennent, sont susceptibles d'avoir une incidence négative effective ou potentielle sur la valeur d'un investissement. Le règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission¹⁶ ne mentionne pas explicitement les risques en matière de durabilité. Pour cette raison, et pour garantir que les procédures et modalités d'organisation internes sont correctement mises en œuvre et respectées, il est nécessaire de préciser que les processus, les systèmes et les contrôles internes des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs doivent tenir compte des risques en matière de durabilité, et que des capacités et connaissances techniques sont nécessaires pour analyser ces risques.

- (4) En vertu du règlement (UE) 2019/2088, les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qui, par obligation ou de façon volontaire, prennent en compte les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité sont tenus de rendre publique la manière dont ces incidences sont prises en compte dans leurs politiques de diligence raisonnable. Afin d'assurer la cohérence entre le règlement (UE) 2019/2088 et le règlement délégué (UE) n° 231/2013, cette obligation devrait figurer dans le règlement délégué (UE) n° 231/2013.
- (5) Pour maintenir un niveau élevé de protection des investisseurs, lorsqu'ils procèdent à la détection des types de conflits d'intérêts dont l'existence peut porter atteinte aux intérêts d'un fonds d'investissement alternatif, les gestionnaires devraient y inclure les conflits d'intérêts qui peuvent découler de l'intégration des risques en matière de durabilité dans leurs processus, systèmes et contrôles internes. Il peut s'agir de conflits d'intérêts découlant de la rémunération ou de transactions personnelles du personnel concerné, de conflits d'intérêts qui pourraient donner lieu à un écoblanchiment, une vente abusive ou une présentation trompeuse des stratégies d'investissement ou de conflits d'intérêts entre différents fonds d'investissement alternatifs gérés par un même gestionnaire.
- (6) Il convient dès lors de modifier le règlement délégué (UE) n° 231/2013 en conséquence.
- (7) Il convient de laisser aux autorités compétentes et aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs suffisamment de temps pour s'adapter aux nouvelles exigences contenues dans le présent règlement. Son application devrait donc être différée,

¹⁴ SWD(2018) 264 final.

¹⁵ Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).

¹⁶ Règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 complétant la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dérogations, les conditions générales d'exercice, les dépositaires, l'effet de levier, la transparence et la surveillance (JO L 83 du 22.3.2013, p. 1).

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement délégué (UE) n° 231/2013 est modifié comme suit:

- (1) À l'article 1^{er}, les points 6) et 7) suivants sont ajoutés:
- «6) “risque en matière de durabilité” désigne un risque en matière de durabilité au sens de l'article 2, point 22), du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil*;
 - 7) “facteurs de durabilité” désigne des facteurs de durabilité au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2019/2088;

* Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (JO L 317 du 9.12.2019, p. 1).».

- (2) À l'article 18, les paragraphes 5 et 6 suivants sont ajoutés:
- «5. Les gestionnaires tiennent compte des risques en matière de durabilité lorsqu'ils se conforment aux exigences prévues aux paragraphes 1 à 3.
 - 6. Lorsque des gestionnaires prennent en compte les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, comme cela est décrit à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (UE) 2019/2088 ou comme cela est exigé à l'article 4, paragraphe 3 ou 4, dudit règlement, ces gestionnaires tiennent compte de ces principales incidences négatives lorsqu'ils se conforment aux exigences prévues aux paragraphes 1 à 3 du présent article.».
- (3) À l'article 22, le paragraphe 3 suivant est ajouté:
- «3. Aux fins du paragraphe 1, les gestionnaires conservent les ressources et l'expertise nécessaires à l'intégration effective des risques en matière de durabilité.».
- (4) À l'article 30, l'alinéa suivant est ajouté:
- «Les gestionnaires veillent à ce que, lorsqu'ils procèdent à la détection des types de conflits d'intérêts dont l'existence peut porter atteinte aux intérêts d'un FIA, ils y incluent les types de conflits d'intérêts qui peuvent découler de l'intégration des risques en matière de durabilité dans leurs processus, systèmes et contrôles internes.».
- (5) À l'article 40, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
- «2. La politique de gestion des risques comporte toutes les procédures nécessaires pour permettre au gestionnaire d'évaluer, pour chaque FIA qu'il gère, l'exposition de ce FIA aux risques de marché, aux risques de liquidité, aux risques en matière de durabilité et aux risques de contrepartie, ainsi que l'exposition du FIA à tout autre risque pertinent, y compris le risque opérationnel, susceptible d'être significatif pour chaque FIA qu'il gère.».
- (6) À l'article 57, paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:
- «Les gestionnaires tiennent compte des risques en matière de durabilité lorsqu'ils se conforment aux exigences prévues au premier alinéa.».
- (7) À l'article 60, paragraphe 2, le point i) suivant est ajouté:

- «i) soient responsables de l'intégration des risques en matière de durabilité dans les activités visées aux points a) à h).».

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à partir du [***OP: Prière d'insérer la date correspondant au premier jour du douzième mois suivant celui de la publication au Journal officiel de l'Union européenne.***]

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 21.4.2021

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN